

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

1. Fonctions nationales	117 566 525	-	117 566 525
2. Fonctions régionales	3 907 957 050	-	3 907 957 050
3. Office des personnes handicapées du Québec	3 266 375	-	3 266 375
	4 028 789 950	-	4 028 789 950

SÉCURITÉ PUBLIQUE

1. Sécurité, prévention et gestion interne	131 025 725	6 715 400	137 741 125
2. Sûreté du Québec	140 472 200	140 475 575	280 947 775
3. Organismes relevant du ministre	8 210 975	-	8 210 975
	279 708 900	147 190 975	426 899 875

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

1. Services gouvernementaux	48 226 100	8 606 275	56 832 375
	48 226 100	8 606 275	56 832 375

TOURISME

1. Promotion et développement du tourisme	34 714 125	2 471 250	37 185 375
	34 714 125	2 471 250	37 185 375

TRANSPORTS

1. Infrastructures de transport	509 768 675	39 400 000	549 168 675
2. Systèmes de transport	144 728 150	38 182 000	182 910 150
3. Administration et services corporatifs	22 448 450	-	22 448 450
	676 945 275	77 582 000	754 527 275

TRAVAIL

1. Travail	7 579 300	625 000	8 204 300
	7 579 300	625 000	8 204 300
	12 039 162 100	2 786 437 449	14 825 599 549

53166

Gouvernement du Québec

Décret 56-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT le versement d'une subvention de 2 223 900 \$ au Centre de la francophonie des Amériques

ATTENDU QUE le Centre de la francophonie des Amériques est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (L.R.Q., c. C-7.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 4 de cette loi, le Centre de la francophonie des Amériques a pour mission, en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques, de contribuer à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir au financement des activités du Centre et, à cet effet, de lui verser, au cours de l'exercice financier 2009-2010, une subvention de 2 223 900 \$;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et ses modifications subséquentes, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques :

QUE soit approuvé le versement d'une subvention de 2 223 900 \$ au Centre de la francophonie des Amériques;

QUE le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques soit autorisé à verser au Centre de la francophonie des Amériques une subvention de 2 223 900 \$ au cours de l'exercice financier 2009-2010.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

53167

Gouvernement du Québec

Décret 57-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT la nomination d'une membre du conseil d'administration de La Financière agricole du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur La Financière agricole du Québec (L.R.Q., c. L-0.1) prévoit que la société est administrée par un conseil d'administration composé de quinze membres, dont le président du conseil, le président-directeur général et le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et qu'au moins huit de ces membres, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 6 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci, le président-directeur général et le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en tenant compte des

profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil, et que ces membres, dont cinq sont nommés parmi les personnes désignées par l'association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28), sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE l'article 6.3 de cette loi prévoit qu'à l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 9 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE madame Annette Coutu a été nommée de nouveau membre du conseil d'administration de La Financière agricole du Québec par le décret numéro 884-2007 du 10 octobre 2007, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE l'association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles, l'Union des producteurs agricoles, a désigné madame Jacynthe Gagnon pour être membre du conseil d'administration de la société;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE madame Jacynthe Gagnon, présidente de La Fédération de l'UPA de la Rive-Nord, soit nommée membre du conseil d'administration de La Financière agricole du Québec, à titre de personne désignée par l'Union des producteurs agricoles, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes, en remplacement de madame Annette Coutu;

QUE madame Jacynthe Gagnon soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

53168